

L'espérance en lambeaux des Palestiniens : analyse¹

Malgré des ouvertures manifestes du côté palestinien, la situation reste bloquée au Proche-Orient. Israël, avec l'appui des Etats-Unis a redit son opposition à toute négociation sur les questions de fonds. Le « quartet » réserve sa réponse quant à une possible levée des sanctions qui frappent les territoires occupés.

Début février, l'accord signé entre le Hamas et le Fatah était salué dans la joie dans les territoires occupés. Dans la bande de Gaza comme en Cisjordanie, l'espoir – une fois de plus ! – renaissait. Cette décision tant attendue mettait un terme aux affrontements sanglants entre les factions et éloignait le spectre d'une véritable guerre civile. A la Mecque, le Fatah et le Hamas décidaient la formation d'un gouvernement d'union nationale dont la ligne de conduite était celle proposée naguère dans le « document des prisonniers ». Ce texte avait été élaboré de concert par des prisonniers politiques palestiniens, détenus dans les geôles israéliennes, et de toutes tendances politiques. Il se résumait en trois points : acceptation de la création d'un Etat palestinien sur les territoires envahis en 1967 – ce qui vaut reconnaissance de facto de l'Etat d'Israël ; renoncement à toute action violente en dehors de ces territoires ; l'Organisation de libération de la Palestine reste l'instance autorisée à négocier avec Israël, bien que le Hamas n'en fasse pas partie.

Or, il est aussitôt apparu que cet accord et les avancées qu'il contient ont soulevé plus de problèmes que de réactions positives dans les capitales occidentales. Les critiques américaines et israéliennes semblaient même refléter une sorte de regret, comme si les confrontations interpalestiniennes et l'asphyxie économique et humanitaire imposée aux territoires valaient mieux qu'un apaisement des tensions.

Or, en toute logique, la nouvelle donne devrait, à tout le moins, aider à une mise en cause des sanctions imposées aux Palestiniens depuis la victoire électorale du Hamas et à un allègement de l'insupportable pression que fait peser Israël sur un peuple misérable. D'autant que, pratiquant la politique du « deux poids, deux mesures », la communauté internationale s'avère incapable de la moindre mesure coercitive vis-à-vis d'un Etat israélien qui bafoue ouvertement les résolutions de l'ONU. Dire qu'une prudence prudentissime reste de mise dans les grandes capitales tient du doux euphémisme. Depuis des semaines, ce ne sont que tergiversations, « oui, mais » gênés, « il faut attendre pour voir ». Or, toute attente, au vu de la précarité de la situation politique et des drames sociaux que vivent les Palestiniens, est proprement criminelle.

Des avancées tangibles

On sait que le « quartet » (Etats-Unis, Union européenne, Russie et ONU), sans dévier jusqu'à présent de l'unilatéralisme qui le caractérise au Proche-Orient, a posé trois exigences : cessation de la violence, reconnaissance d'Israël, respect des précédents accords signés entre l'Etat hébreux et l'OLP. Si le texte de l'accord de la Mecque ne mentionne pas explicitement Israël et si le Hamas se refuse à une reconnaissance officielle tant que l'Etat palestinien n'existera pas dans des frontières définies, le président Mahmoud Abbas a pourtant insisté sur le fait que le nouveau gouvernement devra se conformer au droit international et aux accords passés par lesquels l'OLP et Israël se reconnaissaient mutuellement. Le 10 janvier, le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, avait admis qu'Israël est « une réalité ». Le Hamas observe, en outre, depuis deux ans une trêve que ses dirigeants accepteraient d'étendre à dix ans. Quant aux frontières désormais revendiquées par le mouvement islamique, M. Mechaal a reconnu que « si chaque faction a ses convictions », « les bases politiques (de

¹ Analyse parue dans le N° 309 du *Journal du mardi*, 27 février 2007.

l'accord de gouvernement) définissent nos buts nationaux et ce à quoi nous aspirons, un Etat palestinien dans les frontières du 4 juin 1967. » Soit celles qui s'inscrivent dans le cadre légal des résolutions de l'ONU.

Un contre deux

C'est donc au nom de ces pas en avant que le Premier ministre palestinien, Ismaïl Haniyeh a lancé le 12 février un appel à la fin du boycott. A Gaza, il s'est adressé « à l'Union européenne et au quartet pour leur demander de respecter la volonté des Palestiniens et leur entente, et de lever le blocus dont le peuple palestinien a souffert pendant de longs mois. » Espérant une ouverture du côté de Washington, M. Haniyeh a appelé « l'administration américaine à respecter la volonté du peuple palestinien » et à revoir des « positions prises à la hâte. » Mais on a vite constaté que, ni Israël, ni l'administration Bush ne sont disposés à prendre la mesure des récentes ouvertures. Le récent « sommet » Abbas-Olmert-Rice qui devait, selon la diplomatie américaine, ouvrir « un horizon politique » aux Palestiniens, ne pouvait donc qu'avorter. Une fois de plus, dans ce type de rencontre à trois, la partie palestinienne s'est retrouvée seule face aux deux autres pour ce que le gouvernement israélien avait qualifié de « pourparlers théoriques », parlant, lui aussi, d'« horizon politique », formule floue destinée à ne susciter aucune attente concrète. D'ailleurs, avant la réunion, M. Olmert avait clairement rappelé que l'essentiel reste non-négociable : « Il n'y aura aucune discussion sur les questions principales d'un accord définitif. Ni sur Jérusalem, ni sur les réfugiés, ni sur un retrait sur les frontières de 1967. » Et il reste hors de question d'entreprendre un quelconque dialogue avec le futur gouvernement d'union nationale. Décision que partage Mme Rice qui vient d'accomplir son dixième voyage au Proche-Orient sans qu'aucun progrès ne soit enregistré. « On ne peut pas avoir un pied dans les instances élues et l'autre dans la violence » a-t-elle tranché sans nuance. Dans de telles conditions, « nous n'avons pas plus de marge de manœuvre » a constaté Saëb Erekat, le responsable des négociations de Mahmoud Abbas.

Divergences dans le quartet

Tel-Aviv et Washington ne pourraient s'y prendre mieux pour affaiblir encore le président de l'Autorité palestinienne : de leur point de vue, si rien n'évolue, c'est parce que les Palestiniens ne respectent pas la feuille de route, un plan de paix aujourd'hui en lambeaux, et prennent une mauvaise direction avec cet accord « au rabais » avec le Hamas, pourtant vainqueur d'élections démocratiques. Mais rien sur le mur de séparation, pourtant jugé illégal par la Cour internationale de justice, ni sur les extensions continues des colonies, dont la feuille de route exigeait pourtant le gel. Rien sur les entraves à la circulation et les assassinats ciblés. Rien sur le bouclage des territoires et les raids sanglants qui touchent, avant tout, une population palestinienne asphyxiée par le blocus économique. Rien sur la libération des prisonniers.

Malgré tout, les dirigeants israélien et palestinien ont prévu de se revoir « prochainement ». Pour parler de quoi ? Comme l'a fait remarquer le roi Abdallah de Jordanie, « en l'absence de pas tangibles et spécifiques dans un avenir proche, le cycle de violence va reprendre. » Pour le plus grand malheur de toutes les parties concernées. Face au danger, la cacophonie de la communauté internationale est de plus en plus criante. Les Etats-Unis, mal pris dans la région, auraient bien besoin de progrès dans le conflit israélo-palestinien, mais sans renier leur appui total à Israël. La quadrature du cercle. La Russie a insisté à plusieurs reprises pour une levée du blocus imposé aux Palestiniens, L'Union Européenne ? « Nous avons tendance à considérer ce gouvernement d'unité nationale (palestinien) comme un verre à moitié plein, plutôt que comme un verre à moitié vide, cette manière de voir étant davantage celle des Américains » vient de résumer un haut responsable européen...ayant requis l'anonymat. Le 21 février, le quartet a toutefois semblé montrer une certaine souplesse, signe surtout des divergences qui règnent

en son sein. Il a annoncé attendre la formation du nouveau gouvernement pour décider de lever ou non les sanctions. Ses membres se réuniront bientôt au Proche-Orient. Faute de mieux, les dirigeants palestiniens ont voulu voir dans ce glissement un « changement » positif.